



Préparez avec nous le VIII^e Congrès du Parti des travailleurs

Travailleuses, travailleurs, militants, jeunes,

Le bureau national du Parti des travailleurs s'est réuni au lendemain du 1^{er} Mai, journée au cours de laquelle **les travailleurs ont montré leur volonté de défendre leurs services publics, leur emploi, leur salaire**, contre la politique du gouvernement Macron-Lecornu.

Force est de constater que chaque jour davantage le pays s'enfoncé dans la crise.

Le 4 mai commence la discussion à l'Assemblée nationale sur les **36 milliards d'euros supplémentaires pour la guerre**. Dans les débats préparatoires en commission, **un consensus a uni tous les partis**, de La France insoumise au Rassemblement national, pour considérer qu'une augmentation des dépenses militaires était légitime. **Les conséquences de ce consensus, nous les connaissons : de nouvelles coupes dans les budgets** de la Sécurité sociale et des services publics dans un contexte où l'extension de la guerre au Moyen-Orient entraîne une flambée de l'inflation comme on n'en a pas connue depuis de nombreuses années.

De toutes parts, on dit aux travailleurs et aux jeunes : la solution aux problèmes auxquels vous êtes confrontés se trouvera dans l'élection présidentielle.

Quels que soient les points de vue et les sympathies politiques que chacun peut avoir pour les candidats en présence, nul ne peut échapper aux faits : de 1958 à aujourd'hui, huit présidents de la République se sont succédé à l'Élysée. Les faits : est-ce qu'une seule fois l'élection d'un président de la République a permis de mettre en place un gouvernement qui gouverne pour la majorité, qui gouverne pour la classe ouvrière et la jeunesse ? Les faits : depuis 1958, **les présidents qui se sont succédé**, quelle que soit leur étiquette, de droite ou de gauche, **ont gouverné pour la guerre, pour les capitalistes, pour les spéculateurs**.

Pourtant, dans la situation de crise que connaît le pays, la rupture est plus que jamais nécessaire. Cette rupture porte un nom : c'est la rupture ouvrière, la rupture avec le capitalisme. Alors, quelles que soient les sympathies que chacun pourra avoir demain pour tel ou tel candidat, nous affirmons que l'urgence, c'est la rupture ouvrière, le gouvernement de rupture ouvrière.

Un tel gouvernement décréterait, parmi les mesures d'urgence :

- **le blocage des prix**, avec l'instauration de l'échelle mobile qui indexe les salaires sur les prix et qui impose le rattrapage du pouvoir d'achat perdu, semaine après semaine, mois après mois, afin de permettre à tous les travailleurs des villes et des campagnes de vivre de leur travail ;
- **rétablirait pleinement la Sécurité sociale de 1945** en abrogeant les ordonnances Juppé et donc l'enveloppe fermée des lois de financement de la Sécurité sociale.
- **l'interdiction des licenciements et la nationalisation sans indemnité ni rachat des entreprises**, notamment celles qui, après avoir bénéficié des aides de l'État, persistent à vouloir licencier ;
- **la réquisition des logements vides** et des millions de mètres carrés de bureaux vides aisément adaptables en logements pour y installer d'urgence les familles qui sont à la rue et celles qui sont dans le besoin ;
- **la rupture de tous les liens avec Israël, le rapatriement des troupes françaises du Moyen Orient (et au-delà) et du porte-avions Charles-de-Gaulle ; l'abrogation de la loi de programmation militaire, l'arrêt du financement de la guerre en Ukraine, la rupture avec l'OTAN et l'affectation aux besoins des travailleurs et de la jeunesse des centaines de milliards d'euros de la loi de programmation militaire ;**

– l’abrogation des réformes anti-ouvrières prises ces dernières années contre les travailleurs, la jeunesse et la démocratie.

Un tel gouvernement prendrait toutes les mesures permettant d’ouvrir un véritable avenir aux jeunes, à l’opposé de la politique de militarisation de la jeunesse par laquelle le gouvernement voudrait la réduire à de la chair à canon, chair à patrons, à commencer par :

- l’abrogation de la sélection à l’entrée à l’université et l’ouverture de toutes les places nécessaires ;
- le rétablissement de véritables œuvres universitaires et scolaires (CROUS) permettant aux jeunes de se nourrir et de se loger dignement ;
- la création de tous les emplois nécessaires et la fin des contrats précaires.

On nous posera la question : quel gouvernement aura le courage de prendre ces mesures ? Nous répondons : un gouvernement qui ne craindra pas de rompre avec la dictature des multinationales et des marchés financiers, car c’est cette dictature qui conduit l’humanité à sa ruine.

Seul un tel gouvernement du peuple travailleur et de la jeunesse sera à même de réorganiser l’économie et la société, en commençant par nationaliser, sans indemnité ni rachat, les grandes banques, pour les fusionner en une banque unique, instrument de la véritable planification économique au service de la majorité.

Seul un tel gouvernement prendra les mesures de défense de l’emploi, d’orientation et de réorientation de la production en fonction des besoins de la préservation de l’humanité et de son environnement.

Seul un tel gouvernement de rupture ouvrière remettra en cause les institutions de l’Union européenne et de la V^e République et mènera ce combat en France et à l’échelle internationale en tendant une main à tous les peuples pour la paix et la coopération fraternelle.

Nous en sommes conscients : un tel gouvernement ne surgira pas de l’élection d’un président de la République, quel qu’il soit et quel que soit son programme. Seule la mobilisation unie de millions de travailleurs et de jeunes permettra d’imposer une telle solution. C’est pour la préparer que nous vous invitons à rejoindre le Parti des travailleurs.

Travailleuses, travailleurs, militants, jeunes, le Parti des travailleurs tiendra son VIII^e Congrès national les 30 et 31 mai. L’heure est à son renforcement pour mener ce combat. C’est le combat pour l’Internationale ouvrière, le combat contre la guerre et l’exploitation, le combat contre le chauvinisme et le racisme, le combat pour un gouvernement de la majorité, celle qui n’a que son travail pour vivre. Rejoignez-nous.

Meeting internationaliste Le 8 novembre 2026, 14 heures

Espace Charenton, Paris

327, rue de Charenton Paris 12^e • Métro Porte de Charenton

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,

BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du
Parti des
travailleurs en
flashant le QR Code

